



Colombie-Venezuela: Appel au dialogue et à la sagesse au son des tambours de guerre

Par [Álvaro Verzi Rangel](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 16 septembre 2019

[estrategia.la](#) 15 septembre 2019

Le Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres, a préconisé « l'établissement d'un dialogue entre le Venezuela et la Colombie » et la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a exhorté le gouvernement et l'opposition au Venezuela à reprendre les négociations pour tenter de trouver une issue à la crise politique, vu la paralysie du dialogue qui avait lieu à la Barbade avec la médiation norvégienne.

Entre-temps, 11 des 19 pays membres du Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque (TIAR) ont décidé de convoquer l'Organe Consultatif qui, si le recours à la force armée devait être résolu, affronterait militairement le Venezuela. Le TIAR envisage des actions « d'interruption des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, téléphoniques, radiotéléphoniques ou radiotélégraphiques, et le recours à la force armée ».



Le traité imposé par les États-Unis après la Seconde Guerre Mondiale prévoit le blocus maritime et aérien, ainsi que le recours à la force armée, qui menace d'engendrer des tensions géopolitiques par une voie de guerre non souhaitable. Les procédures en vue d'une solution pacifique sont déjà en cours grâce à des pourparlers avec la médiation de la Norvège et l'activation du TIAR ne contribue en rien à des solutions politiques, ce traité n'y apporte que sa composante militaire.



Simultanément à l'activation du TIAR, Donald Trump a congédié son conseiller en sécurité, John Bolton, pour des raisons qui incluent son désaccord avec les politiques élaborées relativement au Venezuela.

De toute évidence, le président faisait référence à des échecs successifs : Le 23 février depuis Cúcuta (avec la tentative d'introduire « l'aide humanitaire » étatsunienne depuis la Colombie) et la tentative de coup d'État grotesque du 30 avril, épisodes de forces ratées qui ont conduit au renvoi de Bolton, qui avait imaginé une invasion du Venezuela.

La destitution de John Bolton du poste de conseiller à la sécurité nationale met en lumière le désordre de la gestion de Donald Trump qui demande à son administration de faire preuve d'un certain succès à l'approche des élections de novembre 2020. Bolton est devenu le 51^e officiel à être expulsé de l'environnement présidentiel, un record absolu pour un mandat présidentiel. Cette étape commence à être évaluée comme chaotique et, en même temps, comme l'incapacité à atteindre les objectifs fixés avec son électorat.

L'imprévisibilité manifeste et la confrontation quotidienne entre les groupes de pouvoir qui entourent Trump ont entraîné un déclin progressif du leadership mondial, même parmi ses plus proches partenaires historiques. Le licenciement d'une cinquantaine de collaborateurs s'inscrit dans un modèle de gestion qui s'est accompagné de la rupture systématique des pactes internationaux, de menaces répétées d'aléas de guerre et de diverses annonces d'accords jamais validés, souligne l'analyste Jorge Elbaum.



Au-delà des changements de nom, les axes de politique étrangère de Trump continueront sans aucun doute à générer des situations de tension dans les cinq domaines prioritaires en termes stratégiques : la guerre commerciale avec la Chine ; les négociations avec la Corée du Nord concernant son programme nucléaire ; le triangle du Moyen-Orient, situé entre la République islamique d’Iran, l’Arabie Saoudite et Israël ; les accords avec les Talibans en Afghanistan ; la situation au Venezuela.

La logique structurelle ne change généralement pas avec l’irruption de nouveaux noms, la transcendance quotidienne de bagarres palatiales ou de mises en scène télévisées. La puissance mondiale ne joue généralement pas à cache-cache.

Entre-temps, la Colombie et le Venezuela ont échangé des accusations à l’ONU. Le ministre colombien des Affaires étrangères Carlos Holmes a déclaré au Conseil de sécurité de l’ONU qu’il y avait au Venezuela des « groupes illégaux » soutenus par le gouvernement vénézuélien, tandis que le ministre des Affaires étrangères du Venezuela Jorge Arreaza a présenté des informations concernant l’organisation « d’actes terroristes depuis la Colombie », avec le soutien du gouvernement de Bogotá.

Le Mexique et l’Uruguay contre le TIAR

Le Mexique et l’Uruguay, entre autres pays, se sont opposés à la réactivation du TIAR et la proposition du Costa Rica d’exclure une action militaire contre le Venezuela a été refusée, tandis que le président américain Donald Trump a déclaré qu’il avait renvoyé John Bolton parce qu’il avait « dépassé les bornes avec le Venezuela ».

Le Mexique s’est déclaré profondément préoccupé et a catégoriquement rejeté l’invocation du TIAR et a réaffirmé qu’il condamnerait toute décision prise sur le recours à la force. Il a déclaré qu’il s’oppose catégoriquement à l’option de recourir à la force militaire envisagée dans le TIAR, un traité qu’il avait dénoncé le 6 septembre 2002.



Le Secrétaire mexicain des Relations extérieures Marcelo Ebrard

L'Uruguay a également rejeté l'invocation du TIAR par les États-Unis et une douzaine de pays dans le cadre de l'OEA pour faire face à la crise au Venezuela, la qualifiant de tentative d'utiliser la force pour « *renverser un gouvernement sud-américain* ». Les États-Unis ont soutenu que le TIAR est nécessaire face aux exercices militaires du gouvernement vénézuélien à la frontière avec la Colombie, et ont considéré que :

L'Uruguay a refusé de soutenir cet appel qui, a-t-il dit, montre une fois de plus une tentative claire de gérer politiquement les instruments juridiques internationaux à la poursuite d'intérêts dont le seul but est le renversement d'un gouvernement, quelle que soit la légitimité de la procédure utilisée.

Dialogue

La déclaration de António Guterres sur les tensions en Colombie et au Venezuela, dans laquelle il appelle les gouvernements des deux pays au dialogue et à la négociation des controverses, semble être la voie à suivre dans les mois à venir : le dialogue, la recherche de conceptions de la coexistence.

Au sujet du dialogue, Staline Gonzalez, l'un des représentants de l'opposition, a déclaré :

L'autre moyen, qui n'a même pas l'appui des pays alliés et complices des États-Unis dans la région, est l'intervention militaire. Le dialogue entre Caracas et Bogotá devient nécessaire et la seule question à convenir est la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre pays, peut-être avec les mécanismes de vérification des Nations unies.



Pendant ce temps, à Washington, Michael Kozak, un fonctionnaire proche de Elliott Abrams, a été nommé sous-secrétaire d'État pour l'hémisphère occidental, écartant la candidature de l'Américain cubain Carlos Trujillo, la carte du sénateur Marco Rubio.

Abrams a déclaré depuis Bruxelles que « *l'administration Trump a déclaré à plusieurs reprises que la politique actuelle du gouvernement US n'était pas d'envisager une réponse militaire au différend* », mais qu'en cas de confrontation entre la Colombie et le Venezuela, les États-Unis seraient placés du côté colombien.

Sur les possibilités de cet affrontement, le quotidien colombien *El Espectador* rapporte que des personnalités comme l'ancien président Álvaro Uribe « *ont mis l'option d'entrer sur le territoire vénézuélien à la recherche de dissidents des FARC sur la table. Mais les secteurs politiques s'accordent à dire que la proposition d'Uribe d'entrer au Venezuela est irresponsable* », ajoute-t-il.

Personne ne doute que Washington poursuivra les sanctions économiques et financières, le blocus et le piratage des fonds et ressources vénézuéliens, qui est l'un des axes de la pression étatsunienne pour le renversement du gouvernement constitutionnel vénézuélien.

Rappelons qu'elles ont commencé comme des mesures dissuasives et qu'elles sont aujourd'hui des causes fondamentales de la détérioration des conditions de vie (notamment alimentaires et sanitaires) des Vénézuéliens, qu'ils soient Chavistes ou de l'opposition. Et les États-Unis les ont maintenus et multipliés. Mais ils n'ont pas réussi à provoquer la chute du gouvernement. Peut-être que dans peu de temps, ce sera un autre Bolton qui sera accusé d'avoir dépassé les bornes.

Article original en espagnol : [Colombia-Venezuela: Llamados al diálogo y la cordura mientras retumban tambores de guerra](#), Estrategia, le 15 septembre 2019.

Traduction par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [estrategia.la](#)
Copyright © [Álvaro Verzi Rangel](#), [estrategia.la](#), 2019

Articles Par : [Álvaro Verzi Rangel](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca